

Noranda-Malartic, Senneterre et Témiscamingue, là où il y a des mines de bitume?

Monsieur le président, à ce moment, le Canada ferait œuvre salutaire à l'endroit de ces régions, qui ne sont pas désignées, mais qui ont besoin d'industries secondaires, bref, des régions où il y a tout un potentiel et d'encourageantes possibilités.

Au lieu d'affecter 25 millions de dollars au soutien de la puissance technologique de l'industrie canadienne dans le domaine de la défense, pourquoi ne pas consacrer ces sommes d'argent au développement d'industries secondaires, ou encore tenter d'éduquer les dirigeants de certaines compagnies quant à la possibilité et à la logique d'établir des industries secondaires dans notre région, si nous pouvons fournir la production brute?

• (4.10 p.m.)

Ne croyez-vous pas, monsieur le président, que nous pourrions également traiter cette production brute dans notre région? Nous aurions pu le faire pour le zinc; nous pourrions le faire pour le cuivre et le lithium et avoir des industries secondaires chez nous. Les possibilités sont illimitées dans la région, en tant que le gouvernement et le ministre veuillent bien y jeter un regard et voir ce qui s'y produit.

Il y a des députés, à la Chambre, qui ont eu le bonheur de visiter ma région et d'y voir de jolies mines en «opération», comme à Val-d'Or, par exemple, qui est une mine de toute beauté, dans la région immédiate de Noranda. Nous avons actuellement de belles industries minières, mais on se contente d'extraire le métal du sous-sol; on ne veut rien faire pour créer l'industrie secondaire qui permettrait de traiter ce métal chez nous, dans le nord-ouest du Québec. J'appelle l'attention de l'honorable ministre sur ce point.

Je n'ai pas d'autres commentaires à faire, mais je veux signaler le point suivant à l'attention du ministre: Je ne lui demande pas, ni au gouvernement, de dépenser des millions de dollars pour établir des industries. Je demande au ministre et au gouvernement de discuter, avec les dirigeants des compagnies, des possibilités de créer des industries secondaires chez nous. A ce moment-là, le ministre rendra service à notre population et il respectera l'entreprise privée, en lui faisant comprendre qu'il y a de son intérêt d'aider le plus possible une région dans sa plénitude.

Monsieur le président, les crédits du ministère ne sont peut-être pas tellement élevés, puisqu'ils n'atteignent que 50 millions de dollars.

L'industrie a besoin de beaucoup plus dans le pays. Dans quelques provinces, ou dans

[M. Caouette.]

une province seulement, on pourrait utiliser cette somme. Seulement, le ministre de l'Industrie peut rendre service sans nuire à personne, en permettant de traiter le cuivre à Noranda, au lieu de le traiter dans la ville de Montréal. Il me semble que c'est également logique. On pourrait le traiter dans la région de Val-d'Or ou de Malartic, qui est en train de s'effacer de la carte abitibienne, parce que les mines d'or doivent fermer leurs portes. A ce moment-là, je crois qu'il est important et urgent que le ministre de l'Industrie prenne les responsabilités qui lui incombent pour aider la région à se développer, à se maintenir et à s'agrandir, bref, être la région qu'elle était dans le passé, c'est-à-dire très importante pour le développement du Canada et de la province de Québec.

A ce moment-là, le ministre aura rendu service non seulement à ma région, mais à l'ensemble de l'économie canadienne. Cela suscitera plus d'industries; ce sera la décentralisation réalisée, et nous pourrions dire que le ministre de l'Industrie aura fait sa part pour sauvegarder les agglomérations que sont nos petites villes, et instaurer une économie plus stable que celle que nous connaissons présentement au pays.

[Traduction]

L'hon. M. Churchill: Monsieur l'Orateur, l'importance du ministère à l'étude en ce moment saute aux yeux, étant donné le nombre des députés qui ont déjà pris la parole et aussi l'accent qu'ils ont mis sur l'une des fonctions de ce ministère: assurer le développement industriel ailleurs que dans les secteurs fortement industrialisés du Canada.

Le ministre de l'Industrie occupe un poste très important au sein du gouvernement. A la tête de son ministère, conjugué avec celui de la Production de défense, il engage des dépenses d'environ 80 millions de dollars, ce qui lui donne l'occasion d'influencer énormément l'essor industriel de notre pays.

Nous manifestons, à l'heure actuelle, un intérêt légitime envers l'instruction à tous les niveaux et la formation technique et professionnelle. Nous nous intéressons aussi énormément à faire venir au pays des immigrants spécialisés et à mettre en valeur nos ressources nationales. Nous nous soucions aussi du développement de notre puissance industrielle. C'est dans ce domaine que le ministre, aidé du personnel des deux ministères a l'occasion de tracer l'avenir du Canada. Il faut assurément l'envisager à longue échéance.

J'en viens au rapport de la Commission Thompson, traitant précisément de la compagnie Air Canada et de la base de réparation et d'entretien à Winnipeg. Il se peut qu'il j'empiète sur des sujets concernant le ministère de la Production de défense. Le mi